



Justice Mondiale

Été 2008

Les chefs syndicaux en Colombie : le libre-échange n'est pas une solution mais un problème

LE LIBRE-ÉCHANGE entraînerait une hausse des cas de violations des droits de la personne et des droits du travail, en plus de dévaster davantage des collectivités déjà vulnérables. C'est ce qu'ont déclaré des leaders syndicaux du secteur public du Canada, dans une conférence de presse à Bogota, le 24 juillet, au terme de leur tournée d'une semaine en Colombie.

Ils ont fait cette déclaration devant plusieurs journalistes colombiens, après une réunion des dirigeants de la Centrale unie des travailleuses et des travailleurs. En voici des extraits :

« Nous avons eu des rencontres avec de nombreux acteurs de la société colombienne, dont des représentants du gouvernement, des gens de la Centrale unie des travailleuses et des travailleurs (CUT) et d'autres syndicats, des leaders de l'opposition, des organisations non gouvernementales, des groupes porte-parole de collectivités afro-colombiennes et autochtones, l'ambassadeur du Canada... »

« Nous en sommes venus au constat accablant qu'un accord de libre-échange, loin d'aider les Colombiens, va alourdir le bilan déjà sombre, en matière de droits de la personne et de droits syndicaux, qui indignent la communauté internationale... »

« À notre retour au Canada, nous allons clamer à notre million de membres, à notre gouvernement et à tous les Canadiens qu'il est inacceptable de signer une entente de libre-échange avec la Colombie tant que les syndicats y seront l'objet de menaces et tant que le droit à la libre négociation collective et les autres droits de la personne et du travail n'y seront pas respectés. »

Le texte intégral de cette déclaration est contenu dans un communiqué diffusé en espagnol à l'intention des médias colombiens, et en anglais et en français pour les médias canadiens. Vous pouvez consulter ce texte ainsi que la couverture complète de la tournée des chefs syndicaux en Colombie à : <http://www.scfp.ca/justicemondiale>.



Les leaders ont rencontré de nombreux groupes, dont des membres de la collectivité autochtone de La Maria Pendiamo, près de Cali.



Le président national Paul Moist en compagnie d'une personne déplacée à la communauté de La Onda, à Medellin.

Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et est disponible en ligne à www.scfp.ca/justicemondiale.

Faites parvenir vos suggestions à servicederecherche@scfp.ca.

SCFP

Une syndicaliste colombienne en visite au Canada à titre d'invitée du SCFP

UNE JEUNE TRAVAILLEUSE

colombienne du secteur public, qui a été menacée par les escadrons de la mort, a amorcé, le 14 juillet, une tournée du Canada à titre d'invitée du SCFP. C'est au mois d'août qu'elle retournera à Cali, en Colombie, où elle travaille dans la gestion municipale des déchets.

Maria Fernanda Bolanos, 34 ans et mère célibataire, a été accueillie par des membres et des conseillers du SCFP, qui l'accompagneront dans ses parcours en Ontario, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique.

Son syndicat, SINTRAEMSIRVA, représente environ 450 travailleurs de la gestion des déchets à Cali, en Colombie. La lutte de SINTRAEMSIRVA contre la privatisation des services municipaux a valu à ses membres une répression brutale. Carlos Alberto Chicaiza, militant syndical de longue date, a été tué en 2004. D'autres militants, dont Bolanos, font régulièrement l'objet de menaces de mort.

Cette répression n'a pas arrêté le syndicat qui, dans sa lutte pour stopper la privatisation et préserver les emplois et les avantages sociaux de ses membres, a proposé de nouvelles solutions pour maintenir la solvabilité et le statut public de la compagnie, EMSIRVA.

« Il faut inévitablement affronter des difficultés pour concrétiser ses idées et ses engagements, affirme Bolanos. Lorsqu'on tombe, il faut se relever et montrer encore plus de détermination et de fierté. » Bolanos, qui est opératrice de balance dans une unité d'élimination de déchets solides, a fait la visite de plusieurs usines de traitement d'eaux usées qui fonctionnent grâce à des membres du SCFP.

De passage à Halifax, elle s'est jointe à une manifestation d'appui aux agents de bord d'Air Canada, qui dénoncent la fermeture annoncée de plusieurs de leurs bases.

À Moncton, elle a rencontré Jack Layton, chef du NPD fédéral, de même que plusieurs dirigeants syndicaux, membres du Comité

justice mondiale et de comités pour les droits de la personne et des familles colombiennes établies au Canada.

À Ottawa, elle a fait connaissance avec des membres de comités de jeunes et de femmes du SCFP et d'autres syndicats. Elle a également eu une rencontre avec John Gordon, président national de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), ainsi qu'avec des membres du syndicat des travailleuses et des travailleurs des postes (STTP) et du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP).

À Toronto, elle a été présentée à des sections locales du SCFP, dont la section locale 416; elle a ensuite fait un détour à Niagara Falls. Elle s'est également rendue à Vancouver et à Victoria.

Le SCFP, l'AFPC et le SNEGSP sont affiliés à l'Internationale des services publics (ISP), une fédération syndicale internationale qui compte vingt millions de membres et qui a proposé cette tournée.



Bolanos participant à une manifestation pour sauvegarder la base d'Air Canada à Halifax et les emplois des membres du SCFP.

Une lettre à la rescousse d'un travailleur d'université de Colombie

ÉCRIRE DES LETTRES de solidarité peut avoir un impact décisif sur la vie de travailleurs ailleurs dans le monde. En mai, des dirigeants du SCFP ont écrit au président de la Colombie, Alvaro Uribe, pour dénoncer les attaques dont ont été victimes des étudiants et des chefs syndicaux à l'Université de Valle, à Cali.

Ces attaques avaient été menées le 3 avril, lors d'une manifestation étudiante contre les compressions du financement et la privatisation de l'éducation par le gouvernement. Les escouades anti-émeute de la police et l'armée avaient donné l'assaut et tiré sur les manifestants, en plus de fracasser des vitres et d'endommager des immeubles. Sept étudiants avaient été arrêtés et de nombreux autres blessés.

Jose Milciades Sanchez Ortiz, un militant pour les droits de la personne au sein du syndicat des travailleurs de l'université, SINTRAUNICOL, filmait cette intervention brutale des forces policières. L'escouade policière anti-émeute l'a alors assailli, blessé au bras avec une capsule lacrymogène, menacé d'arrestation et a détruit les images qu'il avait filmées. Ortiz a de plus été suivi et intimidé par la police.

Lorsqu'il s'est rendu à la station de police, comme on le lui avait ordonné, on lui a dit que les accusations qui pesaient contre lui avaient été retirées. Mais avant de partir, il a remarqué, sur le bureau de la réception du poste de police, la lettre du SCFP.



Carlos Gonzalez, responsable du syndicat de l'université, accompagné d'une jeune travailleuse, a animé la réunion des leaders syndicaux avec ses membres.

Cessez les meurtres et mettez fin aux négociations de libre-échange avec la Colombie



Les leaders ont exprimé au ministre colombien de l'Intérieur leur opposition à l'entente de libre-échange.

LES QUATRE PRINCIPAUX syndicats du secteur public au Canada, qui représentent plus d'un million de travailleurs, ont condamné les meurtres incessants de militants syndicaux en Colombie et exhorté le premier ministre Stephen Harper à mettre fin aux négociations de libre-échange avec ce pays.

« Nous sommes horrifiés de constater qu'on considère la vie de syndicalistes comme de simples denrées dans les négociations en cours entre le Canada et le gouvernement de Colombie », ont déclaré les leaders nationaux du STTP, du SCFP, du SNEGSP et de l'AFPC.

Ces dirigeants syndicaux ont pris la décision exceptionnelle d'écrire conjointement au premier ministre Stephen Harper, lorsqu'ils ont appris qu'en vertu d'une entente de libre-échange, le gouvernement de Colombie pourrait déposer un montant symbolique dans un « fonds de coopération » chaque fois qu'un syndicaliste colombien serait assassiné.

Un comité JM du Manitoba rencontre un syndicat du Pérou

AU MOIS D'AVRIL, un groupe de Winnipeg, composé notamment de plusieurs membres du Comité pour la justice mondiale du SCFP-Manitoba, a fait un séjour de vacances au Pérou. Le groupe en a profité pour rendre visite au FENTAP, un syndicat comparable au SCFP et affilié à l'Internationale des services publics.

Sue Roth, une des membres du Comité, a publié un compte rendu de ce voyage dans *News for Your Dues*, le bulletin de la section locale 1063 du SCFP. En voici un extrait :

« Le taux de syndicalisation n'atteint que 5 pour cent, mais le FENTAP n'en mène pas moins des actions efficaces. Il pratique réellement la solidarité. Ses membres ont lancé une campagne dans l'ensemble du pays pour mettre le public en garde contre les dangers de la privatisation des services d'eau : coûts plus élevés, exclusion de l'accès à l'eau potable pour les pauvres. »

« Qu'on vive au Sud ou au Nord, nos luttes sont bien souvent les mêmes. La solidarité, ce n'est pas la charité. C'est joindre ses forces pour satisfaire ses besoins essentiels, se valoriser, avoir le choix et avoir une voix », écrit Roth.

Juan Diego Gomez, responsable de la région andine pour l'ISP, a aidé à l'organisation de la rencontre avec le FENTAP, de son bureau de Bogota, en Colombie. Le SCFP est l'un des neuf syndicats canadiens affiliés à l'ISP.



Un groupe du SCFP en visite à Lima.

« Je n'arrive pas à croire que de telles choses arrivent encore »

LE SITE Web de Justice mondiale reçoit des commentaires sur des sujets d'intérêt international. Voici deux lettres qui abordent la situation en Colombie :

« Je veux simplement dire merci et bonne chance à Paul Moist pour son voyage en Colombie avec la délégation du SCFP. Je n'arrive pas à croire qu'en 2008, de telles choses se produisent encore sur notre planète. Et l'idée que notre premier ministre envisage de signer un tel accord avec ces gens est vraiment révoltante. Salutations! » – Nancy Forhan, Vancouver.

« Je trouve scandaleux que notre premier ministre signe cette entente [de libre-échange] avec le gouvernement colombien. » – Felicity Dunfield, section locale 2950 du SCFP, Vancouver.

Un membre du SEH retourne dans son Chili natal

LUCIANO Sanchez est canado-chilien et membre du Syndicat des employés d'hôpitaux du SCFP à Vancouver. En mai 2008, le voilà de retour au pays du Prix Nobel de littérature Pablo Neruda, de la féministe Gabriela Mistral (également écrivaine et lauréate du Prix Nobel de littérature) et de bien d'autres, pour célébrer la Fête des travailleurs avec la Centrale unie des travailleurs du Chili. Lisez son compte rendu à : <http://cupe.ca/globaljustice/HEU-member-returns-t>.

sepb491



Célébration de la Fête des travailleurs à Santiago. Peu après, la foule a subi une attaque aux gaz lacrymogènes.